MEETING DU SG DU FLN À ANNABA

Saâdani fustige l'opposition et Louisa Hanoune

C'est à une véritable attaque en règle contre l'opposition incluant, c'est une première, le Parti des travailleurs (PT) que s'est livré le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Amar Saâdani, lors d'un meeting qu'il avait animé hier mardi, au Théâtre régional Azzedine-Medjoubi de Annaba en célébration du double anniversaire du 24 Février (création de l'UGTA et nationalisation des hydrocarbures).

Dès les premières heures de la matinée, des bus commençaient à «déverser» une foule constituée de travailleurs des unités économiques, de l'administration locale, libérés pour la circonstance.

Il y avait même des bus qui ont ramené des gens des wilayas limitrophes pour remplir la salle de théâtre. Enumérant «les acquis des travailleurs et du peuple en général depuis l'avènement à la tête de l'État du président Abdelaziz Bouteflika», Amar Saâdani n'a pas cesser de remercier celui-ci «pour toutes les réalisations qu'il a accomplies au profit des travailleurs», affirmera-t-il.

Revenant à l'opposition contre laquelle il était très remonté et qu'il a qualifiée d'«insignifiante», il estime que celle-ci profite, selon lui, de la situation géopolitique pour déstabiliser l'Algérie. «En appelant à la confrontation, ils veulent diviser les Algériens, déstabiliser le pays et le mettre à feu et à sang. Mais ils doivent méditer ce qui se passe en Libye, Syrie, Yémen… Nous disons à ces gens-là que les attaques contre le président constituent une ligne rouge à ne pas franchir. Ces attaques sont inacceptables», tonne-t-il.

Poursuivant sa diatribe contre l'opposition, le chef de l'ex-parti unique est tombé à bras raccourcis sur les partis formant la CNLTD, Barakat, mais aussi, pour une première, contre le PT de Louisa Hanoune pour avoir critiqué récemment le chef de l'Etat en raison d'engagements non tenus, selon elle. «De quels engagements non tenus parle-t-elle», s'est interrogé le chef du FLN. Déniant le droit à Louisa Hanoune de parler au nom des travailleurs, Amar Saâdani qualifie son parti d'«anticonstitutionnel». «C'est un parti trotskiste, donc anti-musulman, ce qui est contraire à la Constitution», précisera-t-il, tout en faisant semblant ignorer que ce parti participe à la vie politique et est présent au sein des institutions élues de la République et que sa SG s'est présentée à plusieurs reprises à l'élection présidentielle.

Photo : New Press

Saâdani menace l'opposition.

Aux membres de la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD), Amar Saâdani conseille «de se tenir tranquille». Ce qui est traduit par certains comme une menace à peine voilée à l'endroit de l'opposition, si toutefois ses membres persistent dans leurs actions dénonçant les pratiques du pouvoir.

A. Bouacha

AFFAIRES DE CORRUPTION, POLÉMIQUE SUR LE GAZ DE SCHISTE…

Sonatrach dans la tourmente

Sonatrach est dans la tourmente, impliquée dans des affaires supposées de malversation et de corruption, bridée par la baisse des prix du pétrole, sujette à l'instabilité managériale et empêchée dans la réalisation de son projet de développement du gaz de schiste…

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Créée fin 1963, la société nationale des hydrocarbures Sonatrach s'est progressivement imposée comme un acteur énergétique incontournable en Algérie mais aussi réputé à l'international.

Durant les cinquante dernières années, la compagnie a contribué d'une part à l'émergence d'une industrie algérienne des hydrocarbures mais aussi au développement socioéconomique.

Impulsion d'une base solide de compétences algériennes, intense activité de développement et de diversification, contribution importante au budget de l'Etat de par les recettes d'exportation de pétrole et de gaz générées, lancement d'une stratégie d'internationalisation… Ce que Sonatrach a pu réaliser en bénéficiant essentiellement d'une certaine stabilité managériale, une gestion financière réputée saine et une latitude d'action relativement large, nonobstant les vicissitudes politiques, sociales et économiques au niveau national mais aussi à l'étranger.

Une dynamique que la compagnie pétrolière a, certes, poursuivie durant la décade écoulée mais cependant de manière moins intense. Depuis le début des années 2000, Sonatrach ne bénéficie plus de cette stabilité managériale qu'elle avait durant les décades précédentes.

Obéissant souvent à des considérants politiques, aux velléités ou humeurs des pouvoirs publics, voire à des interférences supposées ou réelles de milieux d'affaires, des changements récurrents ont été opérés au niveau de la direction générale de la compagnie. Une dizaine de présidents-directeurs généraux ont été nommés depuis la fin des années 1990 à la tête de Sonatrach, parfois à titre intérimaire comme ce fut le cas pour l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil ou pour l'actuel P-dg, Saïd Sahnoun. Une instabilité managériale, justifiée ou non, que la compagnie a dû subir en dépit de l'impact négatif y découlant sur l'image, l'activité et les travailleurs de l'entreprise.

Photo : Samir Sid

Sonatrach pâtit du déclin de la production gazière et pétrolière.

Couplée à cette instabilité managériale, une certaine érosion des compétences notamment dans le forage a été constatée durant les dernières années, même si la compagnie a tenté de la juguler et que les recrutements se soient poursuivis.

Disposant de moins de latitude d'action comme avant, Sonatrach pâtit également du déclin de la production gazière et pétrolière, malgré le nombre élevé de découvertes d'hydrocarbures réalisées durant les dernières années.

Un déclin qui survient dans le contexte où les prix du pétrole ont joué au yo-yo durant les années précédentes, alternant entre hausse et forte dégringolade et impactant sur la visibilité financière du pays. Et sans omettre les répercussions de l'attaque terroriste perpétrée début 2013 contre le complexe gazier de Tiguentourine, une activité de production que la modification régulière du cadre réglementaire et législatif régissant les hydrocarbures n'a pas pu stimuler effectivement. Mais Sonatrach pâtit également d'une autre contrainte, l'implication d'anciens cadres dirigeants de la compagnie dans des affaires supposées de malversations et de corruption, des doutes étant émis quant à la passation de marchés et la conclusion de contrats avec des entreprises étrangères.

Au-delà de leur nature, de l'ampleur et de leurs suites judiciaires, étant traitées tant en Algérie qu'ailleurs, notamment en Italie ou au Canada, ces affaires de corruption auront mis à nu et la forte propension à la prébende de certains cadres et le rôle important que l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil, y aurait joué.

Des affaires qui ont également impacté négativement sur l'image de la compagnie pétrolière, tant en Algérie qu'au niveau international, malgré les assurances de ses dirigeants. Des affaires qui ont également démontré le non-respect des procédures réglementaires régissant ces marchés, soulevant des doutes sur l'autonomie de gestion financière mais aussi opérationnelle de Sonatrach. Mais la tourmente ne s'arrête pas là.

Engagée dans une dynamique de développement tous azimuts, Sonatrach a engagé un programme de recherche et évaluation d'un hydrocarbure non-conventionnel (le gaz de schiste), à travers le forage de puits-pilotes essentiellement à In Salah.

Un programme destiné à définir la faisabilité technique et économique de l'exploitation éventuelle dudit gaz. Mais un programme qui suscite la polémique, une forte opposition de la population locale, craignant des répercussions négatives sur l'environnement et sur la ressource vitale qu'est l'eau, mais aussi au niveau national. Des réticences légitimes au demeurant mais que Sonatrach n'a pu cependant vaincre, une opinion publique exprimant son hostilité notamment à travers les réseaux sociaux et certaines organisations politiques et sociétales que la compagnie n'a su toutefois convaincre.

Au-delà du retrait des appareils de forage de la région d'Ahnet et même si Sonatrach ne remet pas toutefois en cause la poursuite de son programme d'évaluation de ces hydrocarbures, la capacité de l'opérateur à concrétiser ses projets s'avère contrainte. Ce qui créé un certain imbroglio, une confusion qu'accroît l'illisibilité du discours de l'exécutif en dépit de la conviction affichée par le ministre actuel de l'Energie, Youcef Yousfi, quant au développement progressif de cette ressource. En somme, Sonatrach subit une grande tourmente, impliquée à tort ou à raison dans des affaires de malversation et de corruption, bridée par la baisse des prix du pétrole, sujette à l'instabilité managériale et empêchée dans la réalisation de son projet de développement du gaz de schiste….

C. B.